

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

**TURQUIE : BLOQUÉS À L'AÉROPORT, 1 500 ÉTRANGERS PLACÉS EN CONFINEMENT**

La Turquie a placé en confinement hier quelque 1500 personnes, dont une majorité d'Algériens, qui étaient bloqués depuis plusieurs jours dans le principal aéroport d'Istanbul après des annulations de vols causées par la pandémie de nouveau coronavirus. Les passagers, parmi lesquels se trouvent aussi des Tunisiens et des Jordaniens, ont été transportés en autocars jusqu'à une résidence étudiante à Karabük, dans le nord de la Turquie, pour y être hébergés, a rapporté l'agence de presse DHA.

## CORONAVIRUS : LA SUISSE DÉPASSE LES 10000 CAS

La Suisse a dépassé le cap des 10 000 cas du nouveau coronavirus, a indiqué hier le gouvernement, qui entend détecter les attroupements de personnes dans l'espace public grâce aux téléphones portables. Actuellement en Suisse, pays qui compte 8,5 millions d'habitants, 161 personnes sont décédées des suites de la maladie Covid-19 et plus de 10 600 ont été testés positives, selon l'Office fédéral de la santé publique.

## UN NAVIRE AMÉRICAIN DANS LE DÉTROIT DE TAÏWAN SUR FOND DE TENSIONS AVEC PÉKIN

Un bâtiment de guerre américain a navigué mercredi dans le détroit de Taïwan, au risque de provoquer la colère de la Chine au moment où ses relations avec les Etats-Unis se tendent un peu plus, à cause notamment du coronavirus. La Flotte américaine du Pacifique a précisé hier dans un tweet que l'USS McCampbell, un destroyer embarquant des missiles guidés, avait emprunté le détroit la veille.

# Mali : Soumaïla Cissé enlevé !

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

Tout le Mali est en émoi depuis hier en début d'après-midi. Le chef de l'opposition malienne Soumaïla Cissé a été enlevé alors qu'il faisait campagne pour les législatives, rapt sans précédent d'une personnalité nationale de cette envergure dans un pays en proie aux violences et aux attaques jihadistes. Soumaïla Cissé, 70 ans, deuxième à trois reprises de l'élection présidentielle, se déplaçait mercredi avec une délégation d'une douzaine de personnes à bord de deux 4X4 dans son fief électoral de Niafouké, dans la région de Tombouctou, quand le convoi a été attaqué par des hommes armés et jusqu'à présent non identifiés, a dit hier le parti qu'il préside.

Son garde du corps a été tué, deux autres membres de son entourage ont été blessés, a relaté devant la presse à Bamako Demba Traoré, un responsable de l'Union pour la république et la démocratie (URD). Cinq ou six des membres du groupe, dont deux ou trois blessés selon les sources, sont arrivés hier matin à Niafouké, apparemment libérés. Les autres, dont M. Cissé, sont "à cette heure-ci entre les mains des assaillants", a dit Demba Traoré.

On ignore qui ils sont. La zone est un secteur où opèrent des jihadistes affiliés à Al-Qaïda. Ce sont des "hommes armés, pour nous encore non-identifiés, il faut être clair", a dit Demba Traoré. Un fonctionnaire de Niafouké, que l'AFP a choisi de ne pas nommer et dont deux proches faisaient partie de la délégation et sont à présent "libres mais blessés", a mis en cause "un radical opposé à la tenue des élections".

Dans un communiqué confirmant l'enlèvement, le gouvernement ne dit rien de ses auteurs possibles, mais assure que "toutes les dispositions pratiques sont prises pour retrouver les personnalités disparues et les ramener à leurs familles". La Mission des Nations unies au Mali a indiqué participer aux recherches avec un hélicoptère et se tenir "à disposition pour



Le chef de l'opposition malienne, Soumaïla Cissé

toute assistance supplémentaire" que demanderaient les autorités maliennes.

Le Mali a connu nombre d'enlèvements depuis le début de la grave crise sécuritaire qu'il traverse depuis 2012, qu'il s'agisse de Maliens

ou d'étrangers dont on reste sans nouvelles. Selon les cas, les rapt ont des motivations différentes. Avec Soumaïla Cissé, c'est la première fois qu'un enlèvement touche une figure malienne d'une telle stature. Il a été secrétaire gé-

néral de la présidence, plusieurs fois ministre et candidat malheureux au second tour de la présidentielle en 2018 encore. Il a exercé de hautes responsabilités à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa).

## Dégradation sécuritaire



Les forces maliennes sont depuis hier à pied œuvre.

J.O. (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

L'enlèvement du leader de l'opposition est une nouvelle illustration de la dégradation sécuritaire multiforme à laquelle sont en proie non seulement le Mali mais aussi le Sahel.

Les insurrections indépendantistes et maintenant jihadistes

menées par les groupes liés à Al-Qaïda et l'organisation Etat islamique, ainsi que les violences intercommunautaires ont fait des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés. Parties du nord du Mali, les violences se sont propagées au centre du pays, puis au Burkina Faso et au Niger voisins.

De vastes pans du territoire malien échappent à l'autorité de

l'Etat. La sécurité est une donnée essentielle des législatives organisées dimanche. Elles sont considérées comme un volet important de l'effort politique sans lequel, conviennent Bamako et ses alliés, l'action militaire est vouée à rester vaine.

La tenue de ces élections s'annonce compliquée dans certaines parties du territoire. Des voix se sont aussi élevées pour réclamer le report du vote à cause du coronavirus, dont les premiers cas ont été déclarés officiellement cette semaine.

Le président Ibrahim Boubacar Keita a décrété mercredi soir un état d'urgence sanitaire, qui se juxtapose à l'état d'urgence sécuritaire déjà en vigueur. Il a annoncé l'instauration d'un couvre-feu nocturne. Mais les élections "se tiendront le 29 mars", a-t-il dit. Cet enlèvement vient noircir un contexte miné aujourd'hui par le covid-19 dont le Mali est l'un des récents pays à avoir enregistré des cas.

Photo:AFP

Photo:AFP